ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1993 - 2EME CIRCONSCRIPTION DE HAUTE-LOIRE

LES FRANÇAIS D'ABORD!

avec

MARIE-THERESE RACT

présenté par le FRONT NATIONAL DE JEAN-MARIE LE PEN, soutenu par les Indépendants, les Socio-professionnels, les Club d'opposition et le Comité du NON à Maastricht.



Votez

MARIE-THERESE

RACT

DIRECTRICE D'ECOLE

Suppléante:

Hélène

LE GUEZENNEC

Institutrice

Chers Compatriotes,

Chômage, immigration, impôts, faillites, "affaires" ..... Force est de constater qu'en Haute-Loire et en France rien ne va plus! Ce constat dramatique, mais malheureusement réel, vous inquiète. Or, il y a des responsables à cet état de fait: Ce sont les politiciens de gauche comme de droite qui depuis plus de vingt ans se sont révélés incapables de gouverner correctement notre pays. Parmi eux, il y a Jean PRORIOL.

Comment soutenir celui qui a conduit la Haute-Loire dans le naufrage économique actuel car, notre département a le triste privilège d'être **le département le plus pauvre de France. Classé 95éme,** bon dernier derrière la Lozère, la Creuse et la Corrèze, c'est ce qui ressort de l'enquête de l'hebdomadaire " Le Point ".

Jean PRORIOL en 1988, lors des dernières élections législatives (j'ai conservé sa profession de foi de l'époque), promettait un grand avenir à notre département allant même à affirmer qu'il serait un pôle international.

Que de promesses, que de temps perdu pour tout nos jeunes qui doivent partir de Haute-Loire pour aller grossir les rangs des ANPE de St Etienne , de Lyon et de Clermont-Ferrand.

Que de gâchis pour nos entreprises qui ferment les unes après les autres, victimes de la concurence sauvage extra-européenne et d'une pression fiscale qui ne cesse de s'accroître.

Que de détresse dans le monde rural sacrifié par les mesures technocratiques de l'Europe de Maastricht (PAC 92, GATT et MAASTRICHT) soutenue par Jean PRORIOL.

Que d'angoisse pour les familles françaises, les commerçants, artisans qui travaillent de plus en plus pour des revenus de plus en plus minces. Et, que d'injustices sociales à l'image des subventions largement accordées aux immigrés .

Le 21 mars, A nous de prendre notre destin en mains.

Que promet PRORIOL le sortant, de revenir pour recommencer? comment pourrait-il faire demain, ce qu'il n'a ni su, ni pu et ni voulu faire hier? Issue de la nouvelle génération politique, celle aux mains propres, j'ai besoin de votre soutien. Déjà, bon nombre d'élus locaux, de décideurs économiques, de sympathisants gaullistes et d'opposants au traité de Maastricht me soutiennent.

Au 1er tour
Votez
Marie-Thérèse RACT
LES FRANCAIS D'ABORD!

POUR UN DEPUTE....

* *Qui agit sans compromission.*
* *Qui vous dise la vérité.*
* *Compétent et disponible.*
* *Qui remette de l'ordre dans les affaires de la Haute-Loire.*
* *Qui combatte le chômage, les excès fiscaux, l'insécurité ainsi que la corruption,*

LES FRANÇAIS D'ABORD

IMMIGRATION, CHOMAGE, IMPOTS INSECURITE, INJUSTICES, CORRUPTION...
CA SUFFIT!

AVEC MARIE-THERESE RACT
LE COURAGE DE DIRE, LA VOLONTE D'AGIR...

POUR REDRESSER LA HAUTE-LOIRE : MES ACTIONS PRIORITAIRES

DEFENDRE L'EMPLOI
Une politique de l'emploi pour les Français ne peut être comprise et lancée isolément des autres politiques : économie, fiscalité, industrie, famille, éducation, Europe, immigration, autant de secteurs de la vie sociale et politique qui conditionnent l'état de l'emploi dans la société française.

PROTECTION

Lutter contre le chômage c'est d'abord défendre notre économie et notre industrie menacées par les effets désastreux de la guerre économique internationale. En effet, aveuglés par leur idéologie mondialiste, nos dirigeants tel Proriol pratiquent à tout va le libre-échangisme mondial et la division internationale du travail. Résultat : on met en concurence l'entreprise de Brioude, Langeac et Sainte-Florine avec celles de Singapour, sans tenir compte des différences de niveau de vie, de protection sociale, de culture et de développement. Du fait de ces concurences sauvages, ce sont des pans entiers de l'industrie du département qui se sont effondrés, et d'autres qui vont à leur tour disparaître si rien ne change. Aussi est-il essentiel de rejeter la vision ydillique selon laquelle le libre-échangisme mondial serait un facteur de prospérité.

LIMITATION DU ROLE DE L'ETAT

Pour ce qui est de la création d'emplois, la politique de désétatisation que je préconise créera les conditions d'une relance non inflationniste de la production et rendra donc possible la création de nouveaux emplois. A cet égard, la priorité sera accordée aux secteurs suceptibles d'embaucher. Aussi ce ne sont pas les grandes entreprises, mais bien plutôt les PME, les PMI et les professions indépendantes qui bénéficieront de mesures d'allégement administratives et fiscales destinées à faciliter l'embauche. Enfin, la réforme de l'enseignement professionnel visant à intégrer celui-ci au monde du travail par un développement très important de l'apprentissage devra assurer une bonne adéquation entre les offres et les demandes d'emploi.

DU TRAVAIL POUR LES FRANCAIS

Réduire le chômage c'est créer des emplois nouveaux, mais aussi, ne l'oublions pas, réduire le nombre de demandeurs d'emploi. Les immigrés présents sur le marché du travail occupent des postes qui pourraient être offerts à des chômeurs français. Une étude effectuée par Pierre Milloz (1991) démontre qu'en 1989, "l'emploi étranger entraîne la mise au chômage d'un million de Français". La politique d'inversion des flux migratoires que je préconise aura donc pour conséquence de diminuer progressivement le nombre des chômeurs français.

MODERER et SIMPLIFIER LA FISCALITE
Mes propositions en matière de prélèvements obligatoires vont servir de moteur à la reconstruction économique.
Concernant la fiscalité à la fois nationale et locale, sans oublier les cotisations sociales, les réformes profondes envisagées amènent à une refonte du système des prélèvements obligatoires sur la base de trois priorités, réduction de l'impôt sur les sociétés pour les PME et PMI, la suppression progressive de l'impôt sur le revenu et la suspension du prélèvement des droits de succession sur la transmission des biens au sein de la famille.

ARRETER LES POMPES ASPIRANTES DE L'IMMIGRATION
Pour limiter l'immigration, il ne suffit pas de développer une politique strict de contrôle des frontières. Il faut, parallèlement, dissuader les immigrés du tiers monde de venir en France.
Pour cela, il convient de stopper les pompes aspirantes de l'immigration, c'est-à-dire limiter le versement aux immigrés des avantages sociaux existant en France. Réserver les allocations familiales et l'accès aux aides sociales aux familles françaises découragera l'arrivée massive de nouveaux immigrés. Il est préférable d'aider les immigrés chez eux, pas chez nous.

SOUTENIR LES PETITES et MOYENNES ENTREPRISES
Depuis trop longtemps, seules les grandes entreprises françaises, le plus souvent nationalisées, donnent l'impression qu'elles constituent, à elles seules, toute l'économie française.
Rien n'est plus faux : l'essentiel de notre économie (les 2/3 du PIB et les 3/4 des emplois) repose sur les entreprises de moins de cinq cents salariés. Le retour à la réalité économique et à la prospérité implique donc que les petites et moyennes entreprises françaises fassent l'objet d'un soutien constant et sans faille. Une telle politique passe par la réforme profonde de notre système fiscal, la diminution des prélèvements obligatoires et des dépenses à caractère administratif.

FAIRE REVIVRE LE MONDE RURAL
L'agriculture française, chef de file de l'agriculture européenne, doit être, face à celle des Etats -Unis, le moteur de l'Europe verte. Dans cette perspective, la Politique Agricole commune fera retour à la lettre et à l'esprit du traité de Rome et rétablira la préférence communautaire. Des mesures seront prises pour qu'on ne procède pas à l'importation de denrées qui peuvent être produites en France ou dans la CEE, pour qu'on refuse la limitation des exportations telle que l'exige le GATT et la mise en jachère des terres ordonnées par Bruxelles. Enfin, assurer la succession des exploitants par la suspension du prélèvement des droits de succession et, instituer un moratoire des dettes au profit des agriculteurs (L'argent existe! En effet, la France efface ses de dettes à l'égard de pays du tiers-monde sans se soucier de ses propres agriculteurs).

FN 43, 25 faubourg Saint-Jean, 43000 Le Puy-en-Velay Tél: 71 05 20 54.

vu le candidat

COFOREX - 43